

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2024-05-13-00006

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société AIR PRODUCTS pour les installations
qu'elle exploite à Maurepas (78310) 3-5 rue Marie
Curie



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ portant mise en demeure
de la société AIR PRODUCTS concernant les installations classées pour la
protection de l'environnement exploitées à Maurepas (78310), 3-5 rue Marie Curie**

**LE PRÉFET DES YVELINES,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 1986 autorisant la société PRODAIR à exploiter sur le territoire de la commune de Maurepas - Zone Industrielle de Coignières-Maurepas, 3-5 rue Marie Curie les activités ci-après des installations soumises à autorisation et à déclaration ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2002 imposant des prescriptions complémentaires à la société AIR PRODUCTS relatives à la mise à jour des informations contenues dans son dossier de demande d'autorisation, pour le site qu'elle exploite sur la commune de Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-054/DRE en date du 6 mai 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la société AIR PRODUCTS dont le siège est à Paris (75881) 78 rue Championnet et abrogeant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 26 mai 1986 relatif aux installations qu'elle exploite sur la commune de Maurepas (78310) Zone Industrielle Pariwest – 3-5 rue Marie Curie ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2013 imposant à la société AIR PRODUCTS des prescriptions complémentaires suite à l'actualisation de son étude de danger relative au site qu'elle exploite à Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie ;

Vu la preuve de dépôt du 31 mai 2016 actant le bénéfice des droits acquis à la société AIR PRODUCTS pour les installations qu'elle exploite à Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie ;

Vu l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu la décision DRIAT-IDF n° 2024-0188 du 11 mars 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées (spécialité installations classées) faisant suite à la visite de contrôle du 23 novembre 2023 ;

Vu le courrier en date du 20 mars 2024 transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 3 avril 2024 sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 26 mars 2024 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 23 novembre 2023 des installations exploitées par la société AIR PRODUCTS à Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie, l'inspection des installations classées a constaté des modifications importantes non portées à la connaissance du Préfet des Yvelines telles que :

- l'exploitation d'une cuve d'argon supplémentaire,
- la présence de gaz qui ne sont pas autorisés (non mentionnés dans le tableau de classement) tels que du dioxyde de soufre au lieu de monoxyde d'azote, de l'éthylène au lieu du propane, butane, éthane, isobutane et propylène ;
- des quantités unitaires maximales supérieures à celles autorisées : les bouteilles d'hydrogène sulfuré semblant contenir une quantité unitaire de 33 kg au lieu de 30 kg maximum et les bouteilles de monoxyde de carbone semblant contenir une quantité unitaire de 11 kg au lieu de 9 kg maximum ;
- la localisation de certains stockages ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2010 susvisé ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 23 novembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que des dispositions constructives concernant le bâtiment de stockage de gaz ne sont pas respectées et en particulier que :

- les compartiments 3, 4 et 5 ne sont pas fermés ;
- les murs de l'enceinte du bâtiment (trois côtés) et parois séparatives des compartiments comportent des ouvertures et ne sont donc pas des murs pleins ; compte-tenu des ouvertures présentes dans les murs, le degré coupe-feu 3 heures n'est pas garanti ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2010 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société AIR PRODUCTS, de respecter les prescriptions des articles 1.4.1 et 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2010 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société AIR PRODUCTS sise Parc des portes de Paris - 45 avenue Victor Hugo à Aubervilliers (93300), exploitant une installation de conditionnement et de stockage de gaz industriel et médical sur la commune de Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie, est mise en demeure de respecter, **dans le délai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision, les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2010 susvisé, en portant à la connaissance du Préfet des Yvelines toutes les modifications effectuées sur son site avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2 : La société AIR PRODUCTS sise Parc des portes de Paris - 45 avenue Victor Hugo à Aubervilliers (93300), exploitant une installation de conditionnement et de stockage de gaz industriel et médical sur la commune de Maurepas (78310) 3-5 rue Marie Curie, est mise en demeure de respecter, **dans le délai de trois mois** à compter de la notification de la présente décision, les dispositions constructives de l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2010 susvisé pour le bâtiment de stockage d'acétylène, de chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié, de gaz haute pureté comburants et inertes et de gaz corrosifs et/ou toxiques, en particulier concernant le degré coupe-feu de l'enceinte du bâtiment et la présence d'un grillage et de portes s'ouvrant vers l'extérieur, sur une des façades du bâtiment de stockage, permettant l'accès aux différents compartiments du bâtiment, d'une hauteur minimale de 2 mètres et construits en matériaux incombustibles.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 2, dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (articles L.171-11 et L.521-20 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Rambouillet,
- au maire de la commune de Maurepas,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 13 mai 2024

Le Préfet,
par délégation, la Directrice,
par subdélégation, l'adjointe à la cheffe de
l'unité départementale des Yvelines



Marielle MUGUERRA